

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 233/02

ÉFAI – 020489 – AMR 23/075/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

COLOMBIE **les agriculteurs de la ferme de La Galleta, dans la municipalité de Montebello (département d'Antioquia)**

Londres, le 24 juillet 2002

Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité des agriculteurs de la ferme de La Galleta (municipalité de Montebello, département d'Antioquia), qui est exploitée par des membres du *Corriente de Renovación Socialista* (CRS, Courant de rénovation socialiste), un parti politique. En effet, les attaques menées par des membres de formations paramilitaires contre ces personnes se sont multipliées, et onze d'entre elles ont été tuées ces derniers mois.

Le 1^{er} mars, un groupe paramilitaire opérant avec le soutien de l'armée aurait attaqué des maisons situées non loin de La Galleta et enlevé cinq des paysans de cette ferme. Leurs cadavres ont été retrouvés le surlendemain ; ils portaient des traces de torture. Le 17 mars, un autre agriculteur de La Galleta aurait été tué.

Au cours du mois de juillet, les exploitants de cette ferme ont été la cible d'autres attaques. Ainsi, le 15 juillet, quatre paysans auraient été tués. Héctor de Jesus Ayala, dont la famille avait quitté La Galleta après avoir reçu des menaces de mort, est la dernière victime en date. Il aurait été enlevé alors qu'il se trouvait à son domicile, le 16 juillet. Son corps a été retrouvé le lendemain ; il portait des traces qui indiquaient qu'il avait été torturé. Des demandes de protection avaient été déposées en faveur de cet homme, mais elles étaient restées lettre morte, bien qu'il eût un rôle de témoin clé à jouer dans le cadre de procédures impliquant des membres des forces armées.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La ferme de La Galleta a été donnée à des familles dont des membres appartiennent au *Corriente de Renovación Socialista* (CRS, Courant de rénovation socialiste), faction dissidente de l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN, Armée de libération nationale), un groupe armé d'opposition. Le CRS est devenu un parti politique officiel après la signature d'un accord de paix avec le gouvernement en 1994. Les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires accusent souvent des membres de l'opposition armée, tels que les militants du CRS, d'être des collaborateurs ou des sympathisants de la guérilla ; ces accusations sont fréquemment suivies de graves atteintes aux droits humains, notamment des « disparitions » et des homicides. En janvier 2002, des paramilitaires ont enlevé deux membres du CRS appartenant à la communauté de La Galleta, dont on est sans nouvelles depuis (voir l'AU 18/00, AMR 23/03/00 du 25 janvier 2002 et suivante, AMR 23/04/00 du 2 février 2000).

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de tous les membres du *Corriente de Renovación Socialista* (CRS, Courant de rénovation socialiste) qui exploitent la ferme de La Galleta, et demandez instamment aux autorités de prendre toutes les mesures jugées nécessaires par ces personnes pour assurer leur protection ;

– engagez les autorités à ouvrir immédiatement une enquête exhaustive et impartiale sur les circonstances dans lesquelles onze de ces personnes ont été tuées, à rendre publiques les conclusions de ces investigations et à déférer les responsables présumés à la justice ;

– priez instamment les autorités de mener une enquête approfondie et impartiale sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui opèrent en dehors du cadre de la loi dans le département d'Antioquia, de rendre publics les résultats de ces investigations et de traduire en justice les personnes soupçonnées de soutenir ces groupes ou de leur appartenir ;

– exhorte les autorités à prendre sans délai des mesures en vue de démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris par le gouvernement et aux recommandations formulées par les Nations unies et par d'autres organisations intergouvernementales.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Presidente Andrés Pastrana

Presidente de la República

Palacio de Nariño

Carrera 8 No. 7-26

Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Presidente Pastrana, Bogotá, Colombie

Télex : 44281 PALP CO

Fax : + 57 1 566 2071

Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente Pastrana, /*
Monsieur le Président de la République,

Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire] :

Dr. Luis Camilo Osorio

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Apartado Aéreo 29855, Diagonal 22B 52-01 (Ciudad Salite)

Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Fiscal General, Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 570 2022 / 2003 (Si quelqu'un vous répond,
demandez : « *Me da tono de fax, por favor.* »)

Formule d'appel : *Estimado Dr. Osorio, /* Monsieur,

Gouverneur du département d'Antioquia:

Sr. Eugenio Preto Soto

Gobernador del Departamento de Antioquia

Gobernación de Antioquia

Calle 42 B, # 52-106

Medellín, Antioquia

Colombie

Télégrammes : Gobernador de Antioquia, Medellín, Colombie

Fax : + 57 4 381 1111

Formule d'appel : *Sr. Gobernador, /* Monsieur le Gouverneur,

COPIES À :

Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo" :

Corporación Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo"

Apartado Aéreo 33035

Santafé de Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 4 SEPTEMBRE 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*